

Visite d'un ministre à Toulouse le 13 novembre 2017

Gérald Darmanin « **On va revoir les missions** »
La CGT Finances publiques 31 : **le problème, c'est que quand on « revient les missions », on ne les revient plus !**

Toulouse, le 13 novembre 2017

Après avoir reçu le directeur général au mois de février, voici un ministre en terre toulousaine : Toulouse, the place to be !!!!
Le ministre Darmanin est venu ce matin au centre des Finances de Balma en tant que VRP de luxe pour le prélèvement à la source !



Quelques collègues et camarades lui ont organisé un bel accueil pendant qu'une petite délégation de chaque OS était reçu par son directeur de cabinet.



La direction régionale était tendue. Certains directeurs parfois blagueurs ne blaguaient pas. Dès que le ministre est apparu, M. Marzin s'est inquiété discrètement auprès d'un représentant syndical : « *Je n'attends plus rien en matière de carrière mais je vous remercie de ne pas me faire passer pour le chef de la délégation* ».

La CGT espère qu'elle n'a pas trop fait honte à M. le directeur !

Le ministre nous a servi le discours rédigé par ses chargés de communication qu'il tient en boucle dans les media. Il a largement vendu la rémunération au mérite, la dématérialisation et « *le service public doit s'adapter à l'innovation* », « *à la réalité moderne des choses* ».

À la même heure, le directeur de cabinet, Jérôme Fournel, en écho, a confirmé les propos qui avaient déjà été avancés par son ministre dans les media. Il a, entre autre, expliqué que la disparition de la séparation ordonnateur/comptable était un de leurs objectifs pour les « *grandes collectivités* ». Il a également fait l'apologie des « futures » règles de gestion que le directeur a publiée sur Ulysse avant même que les discussions commencent avec les organisations syndicales.

Cerise sur le gâteau, lors de cette audience avec le directeur de cabinet du ministre, Mme Raynaud de Brianson s'est illustrée avec brio. Alors que personne ne lui avait rien demandé et contrairement à la coutume selon laquelle les directeurs locaux n'interviennent pas en présence de représentants de la DG (encore moins ministériels), elle a déclaré qu'il n'y avait pas tant d'emplois vacants que ça !!! Elle a également rajouté son appréciation personnelle sur le caractère « bienveillant » des nouvelles règles de gestion imposées par le directeur général aux agents.

Avec des directeurs comme ça, ne doutons pas que le département soit bien défendu !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 16 NOVEMBRE
MANIFESTATION A 14h
A TOULOUSE PLACE ARNAUD BERNARD

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute-Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.dgfip.cgt.fr/31/>

cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr

Face aux discours formatés du ministre et de son directeur de cabinet

La CGT Finances Publiques 31 a remis un dossier complet. Nous attendons des réponses précises et des engagements :

Tout d'abord, nous avons rappelé le contexte politique et les nombreuses attaques subies par la Fonction publique et plus particulièrement la DGFIP avec notamment la disparition des règles de mutations...

Sur l'objet de la visite du ministre, nous lui avons également donné les expressions de la CGT en particulier sur la fausse promesse de la contemporanéité de l'impôt (à la source)...

Nous avons ensuite décliné les dossiers locaux accompagnés de nombreux documents (courriers, délibérations d'élus, tracts...) :



- **Fermetures des trésoreries d'Aspet et d'Aurignac**
- **Création d'un hôtel des finances publiques dans le nord de Toulouse** (une proposition portée par la CGT depuis 2009)
- **Suppression du SIE de Lannemezan**
- **Récapitulatif de l'ensemble des opérations de restructuration du réseau de proximité sur la région Occitanie**
- **Dialogue social dans le département de la Haute-Garonne**
Nous lui avons joint notre lettre ouverte au directeur régional dans laquelle il trouvera plusieurs problèmes concrets des services haut-garonnais ainsi que l'attitude des directeurs locaux. Nous avons remis les questions soumises au directeur général le 9 février, sans réponse à ce jour.
- **Le sacrifice du contrôle fiscal**
en pleine actualité avec les Paradise Papers, après les Panama Papers...

Nous avons insisté pour avoir de véritables engagements du ministre :

- **sur l'arrêt des suppressions d'emplois, le comblement des emplois vacants ;**
- **le dégel du point d'indice, l'attribution de l'indemnité de résidence Toulousaine** (compensant la cherté de la vie comme dans les grandes agglomérations) ;
- **l'abandon du jour de carence ;**
- **l'arrêt des abandons de missions** (fermetures ou regroupement de services...) ;
- **de véritables moyens** (humains et matériels) de fonctionnement ;
- **de véritables plans qualifications ;**
- **le maintien d'un réseau de proximité de pleine compétence** à l'inverse de la mise en place des Services d'Appui au Réseau dont l'objectif réel est de prendre en charge des missions qui constituent le cœur de métier des trésoreries de proximité et des SPL (dépense, recettes, comptabilité).
- **le respect des règles de gestion et de mutation qui avaient été actées lors de la fusion DGI-DGCP** (ces règles bien que perfectibles donnent aujourd'hui des garanties aux agents) **et le retrait des fiches du groupe de travail mutations du 19 octobre 2017 dont l'objectif principal est de laisser les mains libres aux directions locales pour « disposer » des agents.**

En conclusion, le directeur de cabinet du ministre Darmanin dit :

- rassurons-nous « *pour les parisiens, l'indemnité de résidence ne compense pas le coût de la vie à Paris* » ;
- et sur les restructurations : « *une enveloppe budgétaire conséquente est mise en place pour les accompagner* » ... Si nous trouvions que l'administration ne se transformait pas dans le bon sens et allait trop vite... Soyons confiants, ils ont l'argent pour aller plus vite !!!!